

COMMUNIQUE DE PRESSE

La FFB persiste et signe : non au 0,15 !

Au moment où la question du financement du dialogue social revient dans les débats, la FFB réaffirme sa totale opposition à la mise en œuvre de l'accord UPA instituant une taxe de 0,15% à la charge de tous les artisans employeurs.

Faut-il rappeler qu'un tel financement existe déjà dans le Bâtiment ? En effet, depuis 1996, un prélèvement de 0,05%¹ de la masse salariale des entreprises employant jusqu'à 10 salariés sert précisément à financer le dialogue social. Il représente chaque année une collecte de 4 millions d'euros.

Alors qu'aucune évaluation de l'utilisation de ces sommes n'a jamais été faite, la FFB juge politiquement irresponsable et économiquement aberrant de vouloir tripler la contribution des entreprises dans un contexte d'explosion des coûts (carburants, aciers, produits isolants, énergie, métaux non-ferreux...).

Par ailleurs, comment ne pas s'interroger sur la disproportion entre les sommes qui seraient prélevées et leur objet ? Aussi nécessaire qu'il soit, le dialogue social chez les artisans du Bâtiment a-t-il vraiment besoin de 12 millions d'euros par an ?

La réalité oblige à répondre négativement. En sept ans, la FFB a signé avec les organisations de salariés plus d'une trentaine d'accords nationaux et plus d'une centaine d'accords régionaux, qui sont autant de signes tangibles de la vitalité et de la richesse de la négociation collective dans le Bâtiment !

Celle-ci n'a donc nul besoin d'être « dynamisée », et nul besoin non plus de « moyens supplémentaires », comme le souhaite l'UPA avec son « 0,15 ».

La FFB continuera donc de s'opposer jusqu'au bout à son application² !

Contact :

Anaïk Cucheval - Chef du Service « Presse et Communication »

Tél. : 01 40 69 51 39

e.mail : cuchevala@national.ffbatiment.fr

¹ Accord signé par la CAPEB avec les 5 centrales syndicales de salariés

² Hier auprès du Conseil d'Etat, du TGI et de la Cour d'appel de Paris, de la Cour de cassation et demain devant la Cour de justice des Communautés Européennes.